

FACE À UNE EUROPE DES MARCHÉS

Philippe Lamberts :

« Les gens doivent prendre leur sort en main »

« Je ne me bats pas pour des idées mais pour les cinq cents millions de personnes que je représente au Parlement européen », dit l'écologiste Philippe Lamberts. Et de définir l'écologie au sens large : partir des acteurs de changement et faire évoluer les institutions vers plus de justice sociale.

L'Europe ne s'est-elle pas éloignée de son idéal d'union démocratique et sociale pour se tourner de plus en plus vers des solutions néo-libérales ?

– Dans l'immédiate après-guerre, les gouvernements des pays qui ont formé l'Union européenne ont mis en place des politiques qui ont voulu construire une sécurité sociale digne de ce nom et des systèmes fiscaux plus « redistributifs » que par le passé. Ils les ont décidées soit par choix éthique, ce qui est la version positive, soit par crainte que les États d'Europe occidentale ne tombent dans le giron communiste. Le mouvement communiste international est sorti de la Deuxième Guerre mondiale auréolé d'avoir combattu l'horreur nazie et par son action dans la résistance. Il pouvait prendre le pouvoir par les urnes. Comme l'Europe s'était scindée en deux blocs, dont un dominé par les communistes, il devenait important, notamment pour les États-Unis et les forces conservatrices européennes, qu'on lâche du lest sur la question de la justice sociale de manière à

garder l'Europe occidentale hors du giron communiste. Les politiques de redistribution ont donc été mises en place dans ce but-là. Mais l'acceptation et le soutien populaire à l'Union européenne venaient du « plus jamais ça » et portaient la promesse d'une postérité durable et partagée.

« Ce sont les sociétés les moins inégalitaires sur le plan des revenus qui ont les meilleures performances. »

– Jusqu'à approfondir l'intégration européenne par la création de l'euro, sans y planter une volonté de solidarité ?

– L'Europe a bâti une union monétaire dans un contexte de compétition fiscale et sociale, faisant irrémédiablement la part belle au marché et aux acteurs économiques qui peuvent tirer profit des différences entre les systèmes sociaux et fiscaux des États membres. Mais créer cette union monétaire sans qu'il y ait un souverain capable de lever l'impôt

et sans sécurité sociale commune, c'est forcément mettre en concurrence les dix-neuf États membres de la zone euro. Laquelle est, dès le début, arbitrée par les grandes fortunes et les sociétés transnationales, qui se jouent des frontières. Quand il n'y a pas d'harmonisation, on reste sous la pression des marchés financiers. C'était le choix de Delors.

– Et l'Europe reste sur cette lancée néo-libérale, quitte à laisser les plus faibles en chemin...

– En effet, l'Europe est gouvernée selon la pensée unique néo-clas-

sique de l'économie qui se résume par l'idée que l'intérêt personnel fera forcément l'intérêt général. Ce qu'on ne dit pas c'est que les bienfaits ne bénéficient qu'à 0,1% de la population ! Hélas, la plupart des citoyens ne réalisent pas que cette pensée unique est une religion ! La religion de la compétition de chacun contre tout le monde, de la croissance comme solution à tous les problèmes, du toujours plus et du tout au marché ! Autant de dogmes démentis par le réel car les

quelques éléments observables dont nous disposons tendent à prouver l'opposé, c'est-à-dire que ce sont les sociétés les moins inégalitaires sur le plan des revenus qui s'en sortent le mieux. Le bon sens c'est plutôt : « Réduisez les inégalités et tout le monde en profitera, y compris les riches ! »

– Mais vos collègues ultra-libéraux restent persuadés du contraire et continuent à promouvoir des politiques favorables aux nantis aux dépens de la majorité de leurs concitoyens ?

– D'où le fait que la politique soit perçue - et trop souvent à juste titre - comme favorisant l'intérêt d'une ultra minorité de la population et non le bien collectif. Prenons les exemples des accords de libre-échange qui se préparent entre les États-Unis et l'Europe (qui visent à supprimer les mesures protégeant les consommateurs pour favoriser les multinationales) et de la tricherie chez Volkswagen : ils démontrent que non seulement les banques, mais aussi les grosses entreprises, n'ont absolument rien à faire de l'intérêt général et vont même se vanter que leur seule mission - leur devoir fiduciaire pour prendre les mots qu'elles utilisent - c'est de maximiser le profit à court terme pour les actionnaires.

– *Qu'est-ce qui reste possible pour résister aux « requins » de la finance ou aux « erreurs » des politiciens ?*

– Les gens doivent prendre leur sort en main. Et ils sont de plus en plus nombreux à ne plus prendre pour argent comptant ce qu'on leur raconte dans les médias dominants ; ils veulent comprendre par eux-mêmes. Ce qui manque encore c'est une expression politique qui démontre qu'il y a moyen de construire une société permettant une vie digne pour tous, et qu'on peut sortir du modèle capitaliste. Les initiatives de terrain foisonnent et c'est réjouissant. Il faut avoir recours à la stratégie de la tenaille, c'est-à-dire articuler l'action à l'intérieur des institutions et la pression populaire des acteurs de changement afin de prendre le bloc de la pensée unique en tenaille. Une bonne écologie politique combine la réponse à l'urgence sociale - en clair la question de l'égalité - à l'urgence environnementale.

– *Vous appelez à une forme de révolution ?*

– Il s'agit d'inventer un système radicalement différent, c'est-à-dire en allant à la racine des choses. Opérer un changement profond, pas à pas, mais non pas renverser la table !

Godelieve UGEUX



© Stanislas Jourdan

INDICES

BILAN. La cinquième édition des États généraux du christianisme s'est tenue à Strasbourg les 2, 3 et 4 octobre dernier, sur le thème : Que désirez-vous ? Espérances, renouveaux, renaissances. Les participants se sont également interrogés sur Comment reconnaître les entreprises éthiques et solidaires ?



CHOIX. En Roumanie, les cours de religion ne sont plus obligatoires depuis septembre. Mais 90% des élèves ont choisi cette matière, désormais optionnelle, à la rentrée.

INITIATIVE. La revue Laïcité & Religions lance la lettre Le Monde des Religions. Son but : accompagner les enseignants et les éducateurs ainsi que tous les acteurs publics et la société civile dans leurs missions, en offrant une information claire et concise sur ces sujets sensibles. Conçue à la fois comme un outil de réflexion et de connaissances, elle propose une approche laïque des faits religieux. Le premier numéro est disponible sur internet : <http://fr.calameo.com/read/004480633015d4fed8791>

GUERRE SAINTE. Pour Vsevolod Tchaplina, porte-parole de l'Église orthodoxe russe, « Le combat contre le terrorisme est une guerre sainte et aujourd'hui, notre pays est peut-être celui qui le combat le plus activement. » Cette déclaration, faite alors que la Russie lance ses troupes pour soutenir Bachar el Assad, confirme l'indépendance dont l'Église russe jouit vis-à-vis du pouvoir en place au Kremlin.



INVENTER UN SYSTÈME.

« Opérer un changement profond, pas à pas, mais non pas renverser la table ! »